

[DISCOURS PRONONCÉ PAR FIDEL CASTRO RUZ, PRÉSIDENT DES CONSEILS D'ETAT ET DES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA À LA SÉANCE SOLENNELLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU PALAIS FÉDÉRAL LEGISLATIIF. CARACAS, RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA, LE 27 OCTOBRE 2000 \[1\]](#)

Date:

27/10/2000

Son Excellence M. Hugo Chávez Frias, Président de la République bolivarienne du Venezuela;

Son Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale de la République bolivarienne du Venezuela;

Son Excellence Monsieur le Président du Tribunal Suprême de Justice;

Son Excellence Monsieur le Président et membres du Conseil Etique républicain

Son Excellence Monsieur le Président du Conseil électoral national;

Excellences Messieurs et Mesdames les Ambassadeurs; Honorables Chargés d'Affaire et Représentants des Organismes internationaux accrédités dans le pays;

Honorables députés à l'Assemblée nationale;

Autorités ecclésiastiques et militaires;

Mesdames et Messieurs;

Vénézuéliens;

Je ne suis pas venu ici m'acquitter d'un devoir protocolaire ou bien parce que la tradition établie la norme qu'un invité officiel visite le Parlement; je n'appartiens pas à ce genre de personne qui cherche des honneurs, demande des privilèges ou qui se laisse séduire par des flatteries. Lorsque je visite un pays et particulièrement s'il s'agit d'un peuple frère si cher comme celui du Venezuela, je réalise les souhaits de ceux que je considère le représentent avec dignité et courage.

Je regrette profondément que la seule idée de ma présence au Parlement du Venezuela, introduite dans le programme par nos hôtes, soit cause de contrariété pour certains de ses illustres membres. Je leur demande des excuses.

Je dois être poli mais je n'utiliserai pas un langage raffiné en excès, diplomatique et plein de manières. Je parlerai avec des propos ouvertement francs et sincèrement honnêtes.

Ce n'est pas la première fois que je me rend au Parlement du Venezuela, je l'ai déjà fait il y a quarante et un ans. Mais il ne serait pas correct de dire que je suis revenu à la même institution ou que celui qui

revient est le même d'alors. Ce qui se rapproche le plus à la réalité ce qu'il s'agit d'un homme différent qui vient à un autre Parlement.

Je n'ai aucun mérite à accrédi ter ni aucun pardon à demander. J'avais alors 32 ans et j'étais porteur de toute l'inexpérience de quelqu'un qui grâce au hasard avait survécu à nombreux risques. J'ai eu de la chance mais cela ne veut pas dire que j'ai eu des mérites. Avoir des rêves et des idéaux est très commun chez les êtres humains; cependant ceux qui ont le rare privilège d'en voir certains réalisés sont peu nombreux mais ils n'ont pourtant pas le droit de s'en vanter.

Le Parlement que j'ai eu l'honneur il y a longtemps de rencontrer, nourrissait aussi des illusions et des espoirs. Quelques mois auparavant avait eu lieu un soulèvement populaire victorieux . Tout a changé depuis lors. Ces illusions et ces espoirs sont devenus des cendres sur lesquelles ont émergé les nouveaux espoirs et s'est édifié ce nouveau Parlement. Comme tout au long de l'Histoire les hommes rêvent et auront toujours le droit de rêver. Le grand miracle c'est de voir qu'un jour les espoirs et les rêves de ce peuple noble et héroïque deviendront des réalités.

Je partage comme un bon nombre d'entre vous ces mêmes rêves. Et ce à partir des faits extraordinaires survenus au Venezuela vers la fin des derniers quarante ans. Par exemple: des Vénézuéliens qui naguère luttaient entre eux sont devenus des alliés révolutionnaires; des guérilleros sont devenus des hommes politiques remarquables; des soldats se sont transformés en hommes d'état audacieux qui lèvent les bannières qu'un jour ont apporté la gloire à ce pays.

Ce n'est pas moi qui doit juger ceux qui ont quitté la gauche et sont passés à droite et encore moins ceux qu'à partir, peut-être d'un conservatisme honnête, ont fini par piller et leurrer le peuple. Ceci n'est pas mon but, et je ne peux m'adjuger le droit de devenir le juge des personnalités impliquées dans des situations dramatiques que vous avez vécues.

Tous les hommes sommes éphémères et presque toujours erratiques, même ceux qui oeuvrent de bonne foi. Je désire seulement m'attribuer le droit que Martí a légué aux Cubains: éprouver une énorme admiration à l'égard du Venezuela et envers celui qui fut le plus grand rêveur et homme d'état de notre continent: Simon Bolívar. Il eut la capacité d'imaginer une Amérique latine, indépendante et unie et de lutte pour cela. Il n'a jamais été en faveur du colonialisme ni de la monarchie, même pas lorsque les Juntas Patriotiques ont été créées comme expression de rébellion contre l'imposition d'un roi étranger au trône espagnol, comme il apparaît au Serment du Mont Sacré.

Presque depuis son adolescence, sitôt qu'en 1805, Il fut un ferme partisan de l'indépendance. Bolívar libéra son épée à la main la moitié de l'Amérique du sud et dans l'historique bataille d'Ayacucho avec ses troupes de llaneros invaincus et de soldats courageux de la Grand Colombie qu'il créa sous le commandement direct de l'immortel Sucre il assura l'indépendance de ce qui restait du sud et de l'Amérique centrale.

Alors les Etats-Unis étaient, comme nous le savons tous, un groupe de colonies anglaises récemment affranchies en plein processus d'expansion. Déjà à cette époque, le génial chef vénézuélien sut deviner qu'elles "...semblaient être destinées par la Providence à répandre la misère et les calamités en Amérique au nom de la liberté".

Je comprends parfaitement la diversité d'intérêts et des critères existants inévitablement aujourd'hui au Venezuela.

L'on dit qu'au cours de sa campagne en Egypte, Napoléon Bonaparte en haranguant ses soldats avant la bataille des Pyramides dit: "Soldats du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplant."

En ma qualité de visiteur je suis profondément honoré d'être invité à m'adresser à cette assemblée, j'oserai vous dire avec grand modestie: Frères Vénézuéliens, depuis cette tribune, quarante et un ans et dix mois d'expérience dans une lutte incessante face à l'hostilité et aux agressions de la plus grande

puissance qui n'ait jamais existé dans la Terre, vous contemplant, vous admirent et partagent avec vous la bataille dure et difficile que vous êtes en train de mener aujourd'hui sous l'inspiration de Simon Bolívar.

L'argument ressassé que le Venezuela prétend introduire le modèle révolutionnaire de Cuba a été utilisé pour décrire les relations entre Cuba et le Venezuela. On en a tellement parlé la veille du référendum pour voter le projet de la nouvelle Constitution vénézuélienne, que j'ai dû inviter un groupe de journalistes émérites des différents organes de presse, de la télévision et de la radio, qui nous ont honoré de leur présence. Or ceux qui impliquaient cyniquement Cuba comme un fantasme diabolique, conçue ainsi par les grossières campagnes de mensonges de l'impérialisme, nous ont donné le droit de tenir cette rencontre.

Pendant toute une nuit insomniacque, comme je n'avais pas eu depuis mon époque fébrile d'étudiant finaliste, j'ai lu et souligné les concepts essentiels du projet et je les ai comparés avec ceux de notre propre Charte Magne. Après la Constitution cubaine d'une main et dans l'autre le projet du Venezuela, j'ai démontré les profondes différences entre l'une et l'autre conception révolutionnaire. Je dis révolutionnaires, parce qu'elles le sont. Toutes les deux prétendent apporter une nouvelle vie à leurs peuples; elles souhaitent des changements radicaux, elles ont soif de justice, elles aspirent à resserrer les liens des peuples de l'Amérique définit par Martí quand il dit: "Que pourrait-on dire de plus, et à quoi bon le dire! Qu'il n'y a plus qu'un seul peuple du Bravo à la Patagonie ". Toutes les deux luttent fermement pour préserver leur souveraineté, leur indépendance et leur identité culturelle.

Notre Constitution est fondée essentiellement sur la propriété sociale des moyens de production; la prévision du développement; la participation agissante, organisée et massive de tous les citoyens autour de la action politique et de l'édification d'une nouvelle société; sur l'unité étroite avec tout le peuple sous la direction d'un Parti qui garantit les normes et les principes mais qui ne présente, ni élit les représentants du peuple dans les organes du Pouvoir de l'état. Cette responsabilité relève complètement des citoyens par le biais des leurs organisations de masses et des mécanisme juridiques établis.

La Constitution vénézuélienne est fondée sur le schéma d'une économie de marché et la propriété privée reçoit les plus vastes garanties. Les trois fameux pouvoirs de Montesquieu, proclamés comme les piliers fondamentaux de la démocratie traditionnelle bourgeoise sont complétés par de nouvelles institutions et forces nécessaires afin d'assurer l'équilibre de la direction politique de la société. Le pluripartisme est de facto un élément de base. Il fallait être vraiment ignorant pour trouver des ressemblances entre les deux Constitutions!

À cette même réunion avec les journalistes vénézuéliens j'ai dénoncé les premiers mouvements de la mafia terroriste cubano-américaine de Miami pour assassiner le président du Venezuela. Ces gangsters croyaient, depuis leur point de vu, que le Venezuela serait une nouvelle Cuba.

Vers la fin du mois de juillet de cette année, quelques jours avant les dernières élections, un autre mensonge colossal a commencé à circuler depuis le Venezuela par les médias nationaux et internationaux. Les connexions vénézuéliennes de la Fondation nationale cubano-américaine avaient contribué à préparer le complot. On a dit: "Un déserteur cubain dénonce la présence au Venezuela de 1 500 membres des Services de renseignements cubains infiltrés dans les casernes et se promenant dans les rues..." Il y avait par ailleurs un tas de détails. C'est ainsi qu'a été orchestré l'infâme campagne à la veille des élections présidentielles et que des hauts fonctionnaires du gouvernement propageaient les mensonges "du déserteur cubain". Dans d'autres termes la soit disante désertion d'un officiel des services de renseignements cubain était un fait accompli et pourtant le soit disant déserteur n'existait même pas. Il s'agissait d'un simple feignant qui avait quitté Cuba depuis quelques temps et demandait asile et protection. Les comploteurs avaient déjà cinq ou six autres prêts pour reprendre l'histoire et le scandale tous les jours, en utilisant le même mécanisme jusqu'à la date des élections.

Cuba était à nouveau au centre de la campagne électorale du Venezuela, il fallait à nouveau contacter

les médias de ce pays frère. La révélation et le vite démantèlement de l'effrayante histoire ont réduit la calomnie en miettes.

À ces moments-là, j'ai informé sur les juteux fonds provenant de Miami pour couvrir les frais de la campagne contre le Président Chávez. Je leur ai offert des données exactes et quelques noms indispensables. Evidemment, ils ont tous nié. Mais un d'entre eux, avec une certaine réputation de fonctionnaire des temps passés a juré que le rôle qu'on lui avait attribué était absolument faux. Je n'ai pas voulu réitérer l'affirmation, bien que j'avais et j'ai les informations précises sur l'endroit utilisé pour la réunion, où on lui a donné un demi million de dollars, les personnes qui ont apporté l'argent jusqu'au Venezuela et ceux qui ont remis l'argent aux destinataires. Je ne voulais vraiment pas remuer la boue de ce répugnant affaire. Ce n'était même pas nécessaire. Les comploteurs avaient été écrasés par le suffrage populaire du 30 juillet. L'information était retenue comme réserve, au cas où il faudrait l'utiliser dans l'avenir.

Cuba est constamment utilisée comme un élément de la politique intérieure du Venezuela, elle est toujours utilisée pour attaquer Chávez; leader incontestable et éminent bolivarien, dont l'action et le prestige dépassent largement les frontières de sa Patrie.

Je suis son ami et j'en suis fier. J'admire son courage, son honnêteté et sa vision claire des problèmes du monde actuel, ainsi que le rôle extraordinaire que le Venezuela est voué à jouer en faveur de l'unité latino-américaine et de la lutte pour les pays du tiers monde. Je ne dis pas ceci maintenant parce qu'il est Président du Venezuela. J'ai pu deviner qui il était lorsqu'il était encore en prison. Je l'ai invité à Cuba à peine quelques mois après sa libération, où il a été reçu avec tous les honneurs et ce au risque de que les maîtres du pouvoir rompent des relations diplomatiques avec Cuba. Je l'ai présenté aux étudiants, il a parlé au Grand Amphithéâtre de l'Université de la Havane et ils lui ont témoigné une forte sympathie.

Son écrasante victoire populaire - sans un centime, sans les abondantes ressources des vieilles cliques politiques dont les campagnes étaient payés grâce aux sommes fabuleuses volées au peuple -, atteinte quatre ans après, ayant seulement la force de ses idées, sa capacité de les transmettre au peuple et avec le soutien des petites organisations des forces les plus progressistes du Venezuela, il a renversé ses adversaires. Une extraordinaire opportunité s'est ainsi présentée, non seulement pour son pays mais aussi pour notre continent.

Je ne lui ai jamais rien demandé. Je ne lui ai jamais sollicité que ma Patrie, criminellement en butte d'un blocus depuis plus de quarante ans, soit incluse dans l'Accord de Saint José; tout au contraire, je lui ai toujours offert la modeste collaboration de Cuba dans n'importe quel domaine utile au Venezuela. Cette initiative est absolument sienne. Je l'ai entendue la première fois quand il s'est prononcé sur ce sujet au Sommet de l'Association des Etats de la Caraïbe, en avril 1999 en République dominicaine. Ensuite il a manifesté son souhait que plusieurs pays de la Caraïbe non bénéficiers de l'Accord soient inclus. Son identification profonde avec la pensée de Bolívar l'inspire à servir de pont entre l'Amérique latine et les dignes peuples de la Caraïbe.

Je suis conscient que ma visite au Venezuela a été objet des campagnes venimeuses de tout genre. Le Président Chávez est accusé de vouloir nous offrir gratuitement du pétrole et d'utiliser l'Accord de Caracas comme un simple prétexte pour aider Cuba. Si tel serait le cas, il mériterait un monument aussi haut que l'Everest parce que Cuba, exception faite du Mexique, a été isolée, trahie et soumise au blocus par tous les gouvernements, de ce continent aux services des Etats-Unis, y compris celui du Venezuela. Le Venezuela qu'à l'époque était dirigé par le premier président constitutionnel après le soulèvement populaire du 23 janvier 1958 et de la création de la Junte Patriotique qui a présidé les élections de cette année-là.

Notre peuple, malgré le blocus, la guerre sale, les invasions mercenaires et les menaces d'attaques directes a défendu avec honneur sa Patrie, la première tranchée d'Amérique comme l'a défini Martí lorsqu'à la veille de sa mort en combat il avoua que tout ce qu'il avait fait à ce jour pendant sa féconde vie était pour "...empêcher à temps par l'indépendance de Cuba, que les Etats-Unis ne s'étendent dans

les Antilles et ne s'abattent avec ce surcroît de force sur nos terres d'Amérique".

Aucun parmi ceux qu'accusent Chávez de ses intentions au Venezuela, n'ont jamais mené aucune bataille contre la tentative de génocide pour faire mourir de faim et des maladies le peuple cubain. Ils oublient quand les cours du pétrole étaient excessivement bas et que la situation économique du Venezuela était critique, c'est Chávez qui a relancé et réanimé l'OPEP; dont les mesures ont multiplié les prix par trois en moins de deux ans.

En effet, le prix actuel du pétrole est parfaitement supportable pour les pays industriels et riches, mais il frappe durement, sur une plus ou moins grande échelle, plus de cent pays du tiers monde; tandis que les revenus du Venezuela et d'autres pays pétroliers ont augmenté considérablement. C'est que Chávez, de son côté, a essayé de compenser avec l'Accord de Caracas, lequel comme vous savez, offre des facilités à un groupe des pays de la Caraïbe et de l'Amérique centrale pour payer sous crédit une partie du prix avec un minimum d'intérêt des échéances à long termes. D'autres pays exportateurs de pétrole devraient imiter ce bon exemple.

Ceux qui l'inculpent de cette action intelligente et juste, que n'engage qu'une petite partie des revenus encaissés par le Venezuela avec les cours actuels, réagissent d'une manière extrêmement égoïste et myope. Ils ne tiennent pas en compte que l'OPEP, sans le soutien du tiers monde ne pourrait tenir longtemps les pressions des pays industriels et riches qui sont effrayés, surtout à cause de la hausse du prix de l'essence nécessaire pour ses milliers de voitures et d'autres véhicules automoteurs. L'environnement et les difficultés économiques des pays pauvres ne les empêchent pas de dormir.

Par ailleurs, l'on prétend ignorer que notre pays a résisté avec un spéciale stoïcisme et une ferme volonté de lutte dix ans de Période spéciale. En perdant ses marchés et ses sources de fourniture de tout type, notre Patrie a fait la prouesse non seulement de survivre, mais de former actuellement plus de médecins, d'enseignants, d'experts en éducation physique et sports par habitant qu'aucun autre pays du monde et d'atteindre des indicateurs sociaux et humain supérieurs à ceux affichés par nombreux pays industriels et riches. Le développement social cubain est un exemple pour beaucoup ce qui réveille la haine et la rage de la toute puissance hégémonique mais c'est la preuve sans équivoque de ce que peut faire un peuple uni et révolutionnaire avec le minimum des ressources.

Les ennemis et les calomniateurs veulent aussi ignorer que Cuba est en train d'élever rapidement sa production pétrolière et que dans un très bref temps elle pourra couvrir ses besoins en pétrole et en gaz. La coopération que nous recevrons du Venezuela dans le secteur énergétique avec l'apport des techniques de pointes pour l'exploitation et la mise en valeur de notre pétrole sera déjà d'une aide inappréciable; et le combustible fourni dans les termes établis dans les documents que nous allons souscrire dans le cadre des principes de l'Accord de Caracas, sera payé rigoureusement en monnaie librement convertible et en biens et services qui seront sans doute d'une extraordinaire valeur pour le peuple vénézuélien.

Notre coopération avec le Venezuela s'inspire des idéaux qui vont au-delà du simple échange commercial entre deux pays. Nous partageons notre conscience de la nécessité d'union des peuples de l'Amérique latine et la Caraïbe, de la lutte pour un ordre économique mondial plus juste pour tous les peuples. Il ne s'agit pas d'un Accord écrit, mais des objectifs reflétés dans notre action aux Nations Unies, au Groupe des 77, au Mouvement des Pays Non Alignés et dans d'autres forums internationaux.

La communauté d'intérêts de deux pays dans l'arène internationale se traduit d'une façon éloquente par le rejet des politiques néolibérales et par la volonté de lutte pour un développement économique et justice social.

Ceux qui s'efforcent de mentir, calomnier et conspirer contre les relations exemplaires entre les deux pays, qui ont essayer d'entraver la visite officielle de la délégation cubaine et dénaturer le sens de la coopération économique entre Cuba et le Venezuela, devraient expliquer au peuple vénézuélien comment dans un pays avec tant de ressources et un peuple si laborieux et intelligent, la pauvreté

atteint l'indicateur fabuleux de presque 80 p.100 de la population.

Je ne citerai que quelques exemples accablants.

D'après des sources de la CEPAL et de la Communauté andine, les secteurs pauvres qu'il y a dix ans concentraient déjà 70 p.100 de la population, huit ans après se montaient à plus de 77 p.100; l'indigence a passé de 30 à 38 p.100. Le chômage a augmenté à 15,4 p.100 et l'emploi précaire du secteur informel couvre 52 p.100 de la main d'oeuvre.

Le taux d'analphabétisme, d'après de chiffres officielles précédentes, était au-dessous de 10 p.100. Des sources officielles du Ministère de l'Education vénézuélien considèrent que l'analphabétisme réel aujourd'hui touche 20 p.100 de la population.

La moitié des jeunes interrompent leurs études à cause des problèmes économiques; 11 p.100 dû aux problèmes de rendement académique; 9 p.100 par manque des possibilités. Au total 70 p.100 des étudiants sont frappés.

Au Venezuela la fuite de capitaux rien que pendant les derniers 21 ans, s'élève à 100 milliards de dollars, une véritable saignée des ressources financières nationales indispensables pour le développement économique et social du pays.

Les données provenant des plusieurs sources ne coïncident pas et elles sont effrayantes. Il est impossible d'étaler toutes les calamités héritées par la Révolution bolivarienne. Cependant il en faut inéluctablement mentionner une autre parce qu'elle pourrait les résumer mathématiquement: il s'agit de la mortalité infantile, un sujet extrêmement sensible et de nature humaine et sociale.

Les données de l'UNICEF révèlent que la mortalité infantile en 1998 était de 21,4 pour mil nés vivants pendant la première année de vie, mais le chiffre augmente à 25 pour ceux qui meurent avant les cinq ans. Combien d'enfants vénézuéliens auraient-ils pu survivre dans le naissant processus politique de 1959, presque simultanément avec celui de la Révolution cubaine, on aurait réduit la mortalité infantile au rythme et aux mêmes niveaux atteints par Cuba qu'a pu la faire chuter de 60 à 6,4 dans la première année de vie et de 70 à 8,3 de zéro à cinq ans?

Les données montrent qu'au cours de quarante ans, de 1959 à 1999, au Venezuela sont morts 365 510 enfants qui auraient pu être sauvés. À Cuba, avec une population qu'en 1959 n'était à peine de 7 millions d'habitants, la Révolution a sauvé la vie de centaines de milliers d'enfants grâce à la réduction du taux de mortalité infantile; qu'à présent est au-dessous de celui des Etats-Unis, le pays le plus riche et développé du monde. Aucun de ces enfants est analphabète à l'âge de sept ans et des dizaines de milliers sont déjà techniciens ou universitaires diplômés.

Seulement en 1998, année qu'a marqué la fin de l'étape néfaste qu'à précédé la Révolution bolivarienne, au Venezuela sont morts 7 951 enfants de moins d'un an qui auraient pu être sauvés. Le chiffre augmente à 8 833 enfants dans les âges de zéro à cinq ans. J'ai utilisé dans tous les cas des données exactes publiées par des agences des Nations Unies.

Le nombre d'enfants vénézuéliens morts pendant un an dépasse celui des deux groupes de belligérants morts dans les combats de Boyacá, Carabobo, Pichincha, Junín y Ayacucho cinq guerres des plus importantes et décisives pour l'indépendance conduites par Bolívar d'après les informations tirées des rapports historiques connus, bien que les vainqueurs informaient un plus grand nombre des pertes de l'ennemi et réduisaient ou cachaient les leurs dû à des raisons tactiques.

Qui a tué ces enfants? Quel coupable a été envoyé en prison? Qui a été inculpé de génocide?

Les dizaines de milliards de dollars détournés par des politiques corrompus est un génocide parce que les fonds publics volés tuent un nombre incalculable d'enfants, d'adolescents et d'adultes qui meurent à

cause des maladies prévisibles et guérissables.

Nonobstant, ce genre d'ordre politique et social réellement génocide contre le peuple, dont les manifestations contestataires et populaires sont étouffées par la force et la répression provoquant des morts, est présenté à l'opinion publique comme modèle de liberté et de démocratie.

La fuite des capitaux est aussi un génocide. Quand les ressources financières d'un pays du tiers monde sont transférées vers un pays industriel les réserves s'épuisent, l'économie se paralyse, le chômage et la pauvreté augmentent, et sur la santé et l'éducation du peuple retombent les plus durs effets et cela se traduit en douleur et mort. Il vaut mieux ne pas faire des calculs car le coût en pertes matérielles et humaines est plus cher que pendant une guerre. Est-il juste? Est-il démocratique? Est-il humain?

L'on peut constater le visage de ce modèle d'ordre social en entrant dans les grandes villes de notre continent bourrées des quartiers marginaux où des dizaines de millions de familles vivent dans des conditions inhumaines. Rien de cela arrive à Cuba, malgré qu'elle est soumise au blocus et est diffamée.

Si vous n'y voyez pas une ingérence je me permettrait de réfléchir un peu ou de dire à haute voix ce que j'ai dans l'esprit: J'ai toujours pensé qu'avec une administration efficace et honnête, le Venezuela aurait pu atteindre durant les derniers quarante ans un développement économique similaire à celui de la Suède. On ne peut pas justifier la pauvreté et les calamités sociales étalées dans les documents et les brochures officiels du Venezuela ou dans des revues des organismes internationaux. Ceux qui étaient au gouvernement lorsque j'ai visité pour la première fois le Parlement, ont créé les conditions pour l'apparition inévitable de l'actuel processus révolutionnaire. Ceux qui veulent revenir aux années perdues, ne pourront plus jamais gagner la confiance du peuple si la nouvelle génération de leaders qui dirige aujourd'hui le pays parvient à rassembler les forces, serrer les rangs et faire tout ce qu'ils peuvent. Est-il possible de le faire sous le modèle constitutionnel et politique récemment conçu et voté? Ma réponse est oui.

L'énorme autorité politique et étique que ressort de ce que la Révolution bolivarienne peut faire pour le peuple, renverserait politiquement les forces réactionnaires, tandis que la culture et les valeurs révolutionnaires patriotiques qu'elle ferait naître dans le peuple vénézuélien ne permettrait de revenir au passé.

L'on pourrait se poser une question parfaitement logique et beaucoup plus complexe: Peut-on atteindre un niveau de justice social supérieur à l'existant actuellement sous un schéma d'une économie de marché? Je suis un marxiste convaincu et un socialiste. Je pense que l'économie de marché entraîne inégalité, égoïsme, consumisme, gaspillage et chaos. Il est indispensable un minimum de planification du développement économique et de priorités. Mais je pense que dans un pays avec les ressources énormes du Venezuela, la Révolution bolivarienne peut réussir en moitié de temps 75 p. 100 de ce que Cuba, - pays sous blocus et avec infiniment moins de ressources que le Venezuela - a atteint depuis le triomphe de la Révolution.

Cela signifie que ce gouvernement pourrait éliminer en quelques temps totalement l'analphabétisme, offrir une éducation de haute qualité pour tous les enfants, adolescents et jeunes, créer une culture générale élevée pour la plupart de la population; assurer des soins médicaux optimaux pour tous les citoyens; créer des emplois pour tous les jeunes, éliminer les détournements; réduire au minimum le délit et octroyer des logements dignes à tous les vénézuéliens.

Il est possible une distribution rationnelle des richesses moyennant des systèmes fiscaux convenables dans une économie de marché. Bien sûr, cela exige un dévouement total de tous les militants et les forces révolutionnaires au travail, apparemment c'est facile mais dans la pratique c'est un travail extrêmement difficile. À mon avis, dans l'immédiat le Venezuela n'a pas de choix. En outre non moins de 70 p. 100 des ses richesses essentielles appartient à la nation, le néolibéralisme n'a pas eu suffisamment de temps pour les remettre toutes au capital étranger: donc la nationalisation n'est pas nécessaire.

À Cuba la période que nous sommes en train de traverser et de laisser progressivement derrière nous a appris toutes les variables possibles applicables au développement de l'économie et dans la solutions des problèmes. Il suffit que l'état joue son rôle et fasse prévaloir les intérêts de la nation et du peuple.

Nous avons accumulé une riche expérience dans la pratique de faire beaucoup avec très peu et d'atteindre des impacts politiques et sociaux importants. Il n'y a pas d'obstacle insurmontable et il n'y a pas de problème sans solution.

Afin d'être objectif il faudrait que je dise qu'à mon avis, aujourd'hui au Venezuela il n'existe qu'un homme capable de diriger un processus aussi complexe et c'est Hugo Chávez. Sa mort intentionnelle ou accidentelle heurterait cette possibilité et entraînerait le chaos. Et par ailleurs, comme j'ai déjà pu le connaître peu à peu, il ne collabore pas non plus à assurer sa propre sécurité; il en est absolument contre toute mesure. Il revient à vous, les amis, le peuple de l'aider, il faut le persuader. N'ayez le moindre doute que ses adversaires internes et externes essayerons de l'éliminer. C'est moi qui vous le dit, moi, qui ai vécu l'expérience singulière d'avoir été l'objet de plus de sept cent conspirations, de plus grande ou moindre envergure, pour m'éliminer physiquement. J'ai battu in véritable record olympique!

Je connais bien l'ennemi, je sais comment il pense et comment il agit. Ce voyage au Venezuela ne fait pas l'exception. Je sais qu'une fois de plus ils ont caressé l'idée de trouver une possibilité quelconque pour mener à bien leurs desseins toujours frustrés. Mais cela ne revêt pas d'importance. Tout au contraire de ce qui se passe en ce moment avec le processus vénézuélien, à Cuba il y a toujours eu et il y aura toujours quelqu'un et même beaucoup de personnes qui pourront poursuivre mes responsabilités. J'ai vécu, beaucoup d'années heureuses de lutte, j'ai vu réaliser une bonne partie de mes rêves. Je ne suis pas comme Chávez, un leader jeune plein de vie qui a devant lui grandes missions à accomplir. C'est lui qui doit faire attention.

J'ai tenu parole: je vous ai parlé franchement, sans manières ni trop de diplomatie, je vous ai parlé comme un ami, comme un frère, comme un Cubain, comme un Vénézuélien.

Je vous remercie profondément de l'attention généreuse que vous m'avez dispensée.

Jusqu'à la victoire toujours!

(Versiones Taquigráficas - Consejo de Estado)

Source URL: <http://www.fidelcastro.cu/fr/discursos/discours-prononce-la-seance-solennelle-de-lassemblee-nationale-au-palais-federal>

Liens

[1] <http://www.fidelcastro.cu/fr/discursos/discours-prononce-la-seance-solennelle-de-lassemblee-nationale-au-palais-federal>